QUELQUES ASPECTS DE LA PRATIQUE PROFESSIONNELLE EN URBANISME ET ARCHITECTURE

par

M. BEN EL KHADIR

Les différentes communications faites dans ce colloque depuis deux jours ont abordé certains aspects généraux et particuliers de la question de l'Urbanisme et ses implications diverses ; il existe aussi un autre aspect important de cette question et qui a trait à la pratique professionnelle en Urbanisme et en Architecture dans ce qu'elle a de quotidien ; c'est l'objet de cette communication.

La pratique professionnelle en Urbanisme au Maroc est en principe le fait des services publics ; en réalité il devient de plus en plus fréquent que des organismes et individus extérieurs à ces services publics soient amenés à intervenir dans des études et réalisations urbaines aussi bien générales que ponctuelles ; ce sont des intervenants de disciplines diverses touchant à l'Urbanisme et à l'Architecture dans leurs aspects multiples. Parmi eux, Bureaux d'études, Ingénieurs Urbanistes, Architectes, jouent un rôle important qu'il s'agit d'examiner. Cet examen doit avoir pour but essentiel de préciser le contexte d'une intervention, mettant en présence les intervenants d'une part, leurs partenaires directs de l'autre ; et principalement parmi eux :

1. Le planificateur, maître d'ouvrage public ou privé, promoteur de l'intervention ;
2. Les services Publics, détenteurs des règlements, normes, et législations, applications à cette intervention ;
3. L'utilisateur direct, consommateur de l'objet de cette intervention.

La première remarque importante à faire, et qui ressortira tout au long de cet examen, est que le contexte de cette intervention est

en réalité celui des rapports qui naissent et se développent entre partenaires d'un même événement, les impliquant conjointement et individuellement par leurs acquis particuliers, issus de leurs milieux divers, de leurs cultures diverses, de leurs préoccupations diverses. Que l'on ne s'étonne pas à partir de là, si ces rapports apparaissent à tout moment comme des rapports de conflit : à propos de disciplines aussi peu scientifiques que l'Urbanisme et l'Architecture, il ne peut en être autrement.

1. Premier partenaire donc en présence de ces intervenants extérieurs, le planificateur, maître d'ouvrage, promoteur de l'intervention. La seule latitude qu'il a de désigner parmi plusieurs disponibilités le ou les intervenants de son choix, introduit à elle seule les premiers éléments d'un conflit ; ceci dans la mesure où elle instaure des rapports d'inégalité, de dépendance, quelquefois de force. Peu importe les motifs de ce choix, acte de confiance malgré tout et qui soulève du reste toutes sortes de controverses ; il reste qu'au niveau de l'intervenant choisi, prédomine au delà de ce choix, le sentiment ambigu d'un geste arbitraire à subir, peu propice à une pratique professionnelle sereine.

Premier conflit donc, latent, et qui ne tardera pas à s'exprimer dès les premières divergences de préoccupations.

La divergence première apparaît lors de la définition même de la mission de l'intervenant, et surtout lors de celle des programmes de l'intervention. Ces deux définitions se font en dehors de l'intervenant. Le contexte dans lequel s'inscrit une action, ses caractéristiques propres, sa destination sont fournis enrobés d'un vague auquel il faut faire face sans moyens. Les besoins sont ébauchés en termes de vœux, rarement en analyses précises.

L'intervenant se trouve ainsi amené à appréhender une réalité qui lui échappe dans ses détails, à partir de ses propres appréciations, à la traduire en termes concrets avant de commencer réellement l'analyse de l'intervention. Cette démarche, primordiale vues ses implications ultérieures et longue dans le temps, n'est jamais appréciée à sa juste valeur par le maître d'ouvrage, soucieux avant tout que l'intervention prenne corps rapidement - Beaucoup de litiges trouvent là leur source.

Une autre divergence résultant de ce qui précède a trait à tous les changements d'options effectués en cours d'exécution de l'intervention. Il est généralement fait peu cas des préoccupations de l'intervenant, tenu d'y souscrire à son insu. Ceci, qui reste sans impact majeur dans le cas d'une intervention ponctuelle, dénature littéralement le sens de l'intervention quand celle-ci est globale. Tous les

urbanistes connaissent les décalages immenses entre les intentions inscrites dans leurs études au départ et les suites qui leurs sont réservées sur le terrain.

D'autres divergences encore, relatives aux interprétations contradictoires que font les contractants des diverses dispositions de leur contrat, surgissent ; ne concernant pas le fond de la question de l'Urbanisme et l'Architecture, il ne semble pas nécessaire de s'y arrêter. A signaler cependant qu'elles ne contribuent pas à la sérénité de l'intervention non plus.

En définitive, les rapports "intervenant - maître d'ouvrage", s'ils s'engagent au départ par un acte de confiance du second sur le premier, se tendent au fur et à mesure des stades d'avancement de l'intervention ; celle-ci en pâtit souvent, malheureusement.

2. Deuxième partenaire mis en présence des intervenants praticiens, est, tout ce qui est législation, normes, et réglementations, en matière d'Urbanisme et d'Architecture, et aussi les services chargés de leur application.

Il serait absurde de concevoir l'exercice de toute pratique professionnelle en dehors de toute réglementation ; même en des temps reculés, celle-ci existait déjà au sein de toutes ces recettes, ces manières de faire, ces règles de l'art transmises à travers les générations ; cependant, la législation actuellement en vigueur au Maroc, héritée de l'époque coloniale est tout à fait inadaptée.

L'analyse des questions juridiques de l'urbanisme faite précédemment dans ce colloque a mis en évidence les caractéristiques propres à cette législation issues d'une conception de l'urbanisme à base de zonage. Le tissu urbain est découpé en zones d'activités différentes, soumises à réglementation ; on pourrait penser que s'agissant d'une zone donnée, cette réglementation est similaire d'une ville à l'autre, d'un quartier à l'autre. Il n'en est rien ; des ensembles de dispositions diverses régissent une même question d'un lieu à un autre, sans raison évidente. Le praticien Urbaniste ou Architecte est souvent placé dans l'ignorance de ces dispositions du fait de leur multiplicité. Mais là ne résident pas leurs entravés majeures ; c'est au niveau de la recherche en Urbanisme ou Architecture que ses effets sont les plus néfastes.

La législation existante semble avoir pour but essentiel la définition d'un modèle, ce modèle se veut paré de toutes les vertus d'une conception arrêtée de "l'hygiène", du "confort", du "beau". Pour y arriver, tout se traduit et se codifie en mesures : mesures de distances, mesures de surfaces, mesures de volumes etc... ; la mesure essentielle, mesure

socio-culturelle, reste manquante à cette nomenclature. Bien entendu, plus ces mesures dépassent les minima arrêtés, plus cette conception est satisfaite d'elle-même et des résultats obtenus.

Les résultats obtenus, quel que soit le quartier que l'on visite dans les villes qui connaissent un développement important, témoignent tout simplement que cette législation est arrivée à son but : le modèle prescrit est atteint ; plus grave encore, il est adopté, érigé en valeur.

Devant l'ampleur de cette adoption, toute recherche fondamentale devient peu crédible, précieuse de certains aspects ; de ce fait elle se censure elle-même ; elle le fait d'autant plus facilement qu'elle manipule des moyens dont elle n'est pas maîtresse.

Un élément important favorable, qui aurait pu jouer un rôle déterminant dans la promotion d'une véritable recherche en matière d'Urbanisme et d'Architecture est l'afflux de bon nombre d'Urbanistes, Ingénieurs, Architectes, notamment au sein des services chargés de l'application de cette législation. On constate malheureusement qu'ils se laissent envahir par d'autres tâches d'ordre administratif, se rendant ainsi non disponibles pour leurs propres études, a fortiori pour celle d'intervenants extérieurs, réclamant l'échange ouvert et la confrontation.

C'est ainsi que s'instaure au niveau de la pratique professionnelle une démarche d'étude menée en vase clos, routinière, toute orientée vers l'approbation rapide des commissions et services, par un respect quasi sacré des règlements et concepts en vigueur ; à vouloir trop se conformer au gabarit exigé, elle devient purement formelle.

3. Troisième partenaire mis en présence de la pratique professionnelle, l'usager, le consommateur de l'Urbanisme et de l'Architecture. Il y a lieu de préciser d'emblée que, ce qui suit, ne concerne pas l'usager particulier qui s'adresse d'une manière directe à un praticien, pour concevoir et réaliser avec lui une opération type villa ou appartement, mais celui anonyme, entrant dans une catégorie sociale déterminée, pour laquelle est envisagée une solution de rechange à un état jugé précaire.

C'est à ce niveau peut-être que la faille de la pratique professionnelle est la plus grande - De même que l'intervenant est absent lors de la mise au point des programmes d'une intervention, l'usager est lui aussi objet du même oubli - Qu'il s'agisse là encore d'un aménagement global ou d'un équipement public simple tel un groupe scolaire ou autre, aucune confrontation réelle n'est ménagée au départ entre usagers, et intervenants praticiens pour la définition des besoins précis des premiers, des préoccupations majeures des seconds -

Cette définition reste toujours le fait du seul maître d'ouvrage, souverain dans ses décisions.

C'est ainsi que du jour au lendemain, l'usager se trouve en possession d'un produit conçu en dehors de lui et dont subitement, on lui demande d'admettre toutes les dispositions. Quelle peut être sa réaction dans ces conditions ?

Première remarque, cete réaction met du temps à s'exprimer ; vis à vis d'un intervenant praticien, représentant en somme le promoteur, l'usager contient sa réaction dans un premier temps ; ce n'est qu'une fois instauré un climat de confiance à la suite de fréquents retours que sa réticence est défaite et que les premiers éléments d'une réaction commencent à s'explicitier.

- Cette réaction, on la souhaite claire, elle parvient confuse, associant à un même niveau le détail et l'essentiel.
  - On la souhaite aussi inscrite dans un ensemble de concepts culturels authentiques, élaborés à partir d'enseignements vécus et corrigés ; elle parvient angoissée, intégrant tout un ensemble d'acquis disparates - La référence y est faite à des éléments divers et contradictoires d'une même chose ; c'est en même temps la nostalgie d'une chose *vécue* passée et sa négation en vue d'une autre à vivre, perçue à travers la juxtaposition incohérente d'éléments anachroniques du milieu environnant - réaction déroutante !
  - Est-ce pour autant qu'elle n'est pas saine ?
  - Ne serait-ce pas tout aussi bien le modèle élaboré par le praticien, lui-même imprégné de ses propres acquis, dont sa formation (qui n'est pas la moindre des tares), qui est à incriminer ?
  - Poser ces deux interrogations, c'est se transposer en fait du domaine restreint "intervenant-usager" à celui plus global d'Urbanisme et Culture, plus précisément culture de l'intervenant traduit en modèle d'Urbanisme, et Culture de l'usager traduit en modes de vie compatibles ou pas avec ce modèle d'Urbanisme.
  - L'historique de l'Urbanisme au Maroc traité au thème n° 1 a mis en évidence l'imbrication de ces 2 facteurs, en parfait équilibre durant les époques d'authenticité culturelle, en conflit permanent durant celles qui ne le sont pas.
- Tels sont quelques aspects de la pratique professionnelle et qui me semblent directement liés au thème général de ce colloque ; de toute évidence, d'autres aspects qu'il aurait été souhaitable de traiter en détail restent à aborder, notamment :

- L'inorganisation des différentes composantes de la pratique professionnelle , dont on se demande si elle n'est pas sciemment voulue pour la sauvegarde de certains privilèges.
- L'esprit de corps qui anime ces mêmes composantes et qui ne peut que nuire à la globalité de toute démarche commune d'étude.
- L'esprit affairiste qui envahit de plus en plus bon nombre des sphères de la pratique professionnelle s'accompagne d'un charlatanisme éhonté.
- etc, etc, autant d'aspects plausibles d'une pratique professionnelle se faisant dans une anarchie quasi totale et dont l'assainissement reste à faire, dans sa totalité.